

2 avril

### Conférence de Jean Claude Boual

Jean Claude Boual, membre fondateur du MNLE, a présenté son livre *De quelle écologie parle-t-on ? L'écologie dissoute dans la capitalisme*.

Une quinzaine d'adhérents du Mnle 93 étaient présents à Noisy-le-Sec pour ce débat qui a porté sur l'évolution actuelle de l'écologie et son caractère indissociable de la dimension sociale, sans laquelle toute réforme et toute transition écologique seront vaines. La lutte contre les mécanismes d'emprise du capitalisme prédateur est centrale. De canicules en canicules, il y a urgence à agir et à revenir aux fondamentaux de l'écologie !

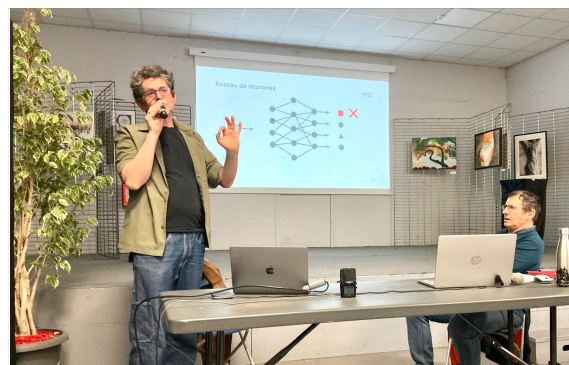


11 avril

### AG de l'association, Noisy-le-Sec

Le bilan 2025 et les priorités 2026 du Mnle 93 ont été présentés : défense de l'environnement, de l'eau publique, de la biodiversité, lutte contre les datacenters et réflexion sur l'IA. Cinq ateliers thématiques sont proposés pour renforcer les actions, tous les adhérents sont invités à s'y inscrire et à renforcer la mobilisation citoyenne.

Malgré un déficit financier, les comptes ont été approuvés et des pistes de financement envisagées. Deux nouveaux membres CA sont arrivés en remplacement des départs. L'assemblée s'est conclue par le traditionnel pot de l'amitié.



16 avril

### Café citoyen sur l'IA et les datacenters

Deux intervenants, Loïc Normand, designer noiséen et Yves Chaumard du Mnle 93 ont expliqué en quoi consiste l'IA, et quels sont ses impacts sur l'environnement.

L'IA s'appuie sur une simulation du fonctionnement de notre cerveau. Elle ne peut devenir performante que si ses « neurones numériques », calqués sur la chimie de l'œil, sont entraînés. Elle n'a aucune compréhension du réel, elle ne peut qu'emmagasiner des informations, sans aucune logique, c'est pourquoi chacune de nos utilisations l'aide à se perfectionner. La concurrence internationale dans ce domaine, notamment entre la Chine et les USA, fait rage. L'impact de l'IA se fera sentir dans plusieurs millions de métiers jusqu'à faire disparaître des secteurs d'activité et à recourir à un salaire universel ? Dans ce contexte, la sobriété, la « déconsommation » et la prise en compte des externalités négatives, notamment sur le plan écologique et social, ne sont pas du tout à l'ordre du jour. C'est pourquoi les citoyens doivent être informés et se mobiliser afin de défendre leurs droits, de prioriser les enjeux et d'exiger un moratoire, comme cela s'est fait en Irlande pour obtenir une transparence dans les projets de datacenters des industriels comme des collectivités publiques.

21 mai

### Soutien à Julien Le Guet

Des associations et des syndicats ainsi que des citoyens et élus étaient présents lors de cette mobilisation dans le parc Martin-Luther-King à Paris.

Il fallait soutenir le porte-parole de « Bassines Non Merci », condamné à 6 mois de rétention à domicile avec bracelet électronique et à plus de 20 000 € de dommages et intérêts et frais de justice, pour des faits de dégradations remontant à 2022 qui lui sont imputés mais qu'il n'a pas commis.

Plusieurs prises de parole ont eu lieu avant l'audience suite aux poursuites pour diffamation lancées par la préfète des Deux-Sèvres, qu'il avait qualifiée « d'assassine » après la manifestation de Sainte-Soline en 2023. « Les propos de Julien Le Guet n'ont fait que nommer et révéler la réalité des violences employées par l'État pour imposer une politique massivement contestée, et défendre par la force un modèle agro-industriel destructeur de l'eau, des terres, du vivant et du monde paysan » souligne le communiqué de Bassines non Merci !

Finalement la liberté d'expression a été reconnue par le tribunal et Julien relaxé.







22 mai

## Atelier au parc Georges-Valbon

Le Mnle 93 participait à ce 2<sup>e</sup> atelier mené par l'Atelier parisien d'urbanisme.

L'atelier était consacré à l'élaboration d'un plan-guide du parc, intitulé *Paysages, biodiversité et adaptation au changement climatique*. Un thème d'actualité prenant en compte de nombreux sujets comme l'amélioration de la qualité des sols, la place de l'eau, la création d'îlots de fraîcheur, les nouvelles espèces à planter. L'objectif était de discuter, avec les professionnels, les associations et les citoyens présents, du parc envisagé dans les 25 prochaines années, en prenant en compte l'obsolescence des équipements, le financement de Natura 2000 alors qu'aucune subvention européenne n'arrive en soutien au poste d'animation qui lui est dédié.

Parmi les sujets abordés : les rus, les lacs artificiels, le système de remontée d'eau, la renaissance de la Vieille Mer, la mise en place d'un parcours piéton au bassin de la Molette, la création de lieux de fraîcheur nocturnes et donc l'ouverture du parc la nuit en période de canicule, les besoins en eau des arbres et le choix des essences pour résister à la montée des températures.

La LPO est intervenue avec une étude cartographiée du recensement des oiseaux et des essences, montrant la nécessité de planter plus d'arbres sur les lieux les plus fréquentés comme la grande prairie, de maintenir des espaces de quiétude pour la faune, d'aménager des voies dans le secteur nord, de protéger les zones humides en mettant des barrières pour empêcher l'accès aux chiens et aux pêcheurs, de préserver le lac des oiseaux et les roselières. Le parc faisant l'objet de mésusages il est important de penser à la fois à la canalisation du public et au bien-être de toutes les espèces sur l'ensemble des espaces.



23 mai

## Fête de la nature à Bobigny

Sous un soleil éclatant, dans un petit parc de verdure, le Mnle a participé activement à la fête de la Nature à Bobigny.

Ambiance joyeuse et nombreux militants, il est toujours agréable de se retrouver pour la défense des causes environnementales. Notre exposition sur les oiseaux et animaux « sauvages » qui vivent dans nos villes, et qu'on méconnaît souvent, a éveillé la curiosité des passants. Notre jeu de la roue qui s'arrête sur une couleur pour définir une question à laquelle il faut répondre a réjoui les enfants, des parents enchantés se sont joints à l'action. L'échange avec les différents stands a été une belle découverte : des peintures d'enfants, du miel en provenance de la ville, un défilé de musique, des acteurs perchés sur des échasses, sans oublier le quizz sur l'eau de la régie publique d'Est Ensemble.



24 mai

## Pique-nique contre le projet de campus IA de Fouju

Collectifs, associations et syndicats (Confédération paysanne et Solidaires) s'étaient inscrits suite à l'appel national des Soulèvements de la terre contre le projet d'un méga datacenter à Fouju (77) sur 93 ha de terres agricoles. Les prises de paroles furent toniques, appelant à s'unir contre ce projet. Pour contourner la réglementation environnementale, ce projet, qui devrait être classé Seveso, a été saucissonné. La construction se terminerait en 2038 s'il était mis en œuvre. Plus de 1200 contributions à l'enquête publique ont été faites, dont beaucoup témoignant d'un refus du projet.

Ne cédon pas les terres agricoles à cette folie de l'IA qui envahit le numérique et qui n'a rien d'artificielle. Un moratoire pour laisser le temps à un débat national sur les datacenters et une planification énergétique et électrique avec concertation s'imposent !



28 mai

## Apéro mobilisé au Campus Condorcet

L'avenir du parc sur l'îlot 4 du Campus à Aubervilliers est toujours menacé par la construction du bâtiment de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et de la fondation Maison des Sciences de l'Homme dont le permis de construire devrait être déposé au cours de l'été. Deux rencontres ont eu lieu en avril initiées par la direction du campus, en présence de l'architecte de l'agence Encore Heureux. Grâce à la mobilisation, le projet présenté a été un peu modifié : une emprise au sol plus réduite du bâtiment, une augmentation des espaces verts reliant l'îlot 4 à l'îlot 5, créant un parc de 7000 m<sup>2</sup>, le développement de la végétalisation du Cours des Humanités. Des élus ont expliqué qu'ils menaient des discussions avec le préfet sur le sujet, et les prises de parole ont fait valoir les revendications. Les avancées proposées ne sont pas suffisantes, il faut faire en sorte que le bâtiment soit traversant et ouvert sur le territoire, et que les aménagements prévus initialement (crèche, centre de santé, épicerie solidaire, café librairie à l'Humathèque...) deviennent une réalité pour améliorer les conditions de travail sur le campus.



31 mai

## Le bois est à nous

Pour cette nouvelle édition du « Bois est à nous » dans le parc de Tremblay-en-France, le Mnle 93 a dressé son stand traditionnel avec livres, exposition et animations. Lors de cet événement dédié au développement durable, services municipaux, associations, acteurs institutionnels sont présents pour sensibiliser aux enjeux écologiques de manière ludique. Les nombreux visiteurs ont eu l'occasion de participer aux multiples animations, expositions et spectacles : danse urbaine, promenade en calèche, photobooth, réparation vélo, visites des mares du parc, séances de yoga, dégustation d'infusions naturelles, fabrication de bombes à graines, ateliers créatifs de réemploi, fabrication de cosmétiques et produits ménagers. L'ambiance festive était assurée entre autres par les percussions de l'association Bombos Da Borgia Infernal.



BREVES DE MAI



### 05 MAI CONFÉRENCE DE PRESSE JOP 2030 : OÙ EN EST-ON ?

Lors d'une conférence de presse en visio sur les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030, les représentants de la société civile ont dénoncé les conséquences environnementales, financières et démocratiques de ces événements. En s'appuyant sur l'expérience des JOP de Milan-Cortina 2026, ils ont pointé un manque de transparence, une faible participation citoyenne, des dépassements de coûts et des infrastructures sous-utilisées. Ils ont également critiqué une décision du Conseil d'État concernant la saisine de la CNDP et appellent le CIO ainsi que l'État à organiser des Jeux plus durables, transparents et respectueux de l'intérêt général.

### 07 MAI CONFÉRENCE À LA SORBONNE SUR LES USA ET L'ONU

Chloé Maurel, membre du Mnle et spécialiste de l'ONU, a animé une conférence devant une cinquantaine de participants sur les conséquences du retrait des États-Unis de plusieurs organisations onusiennes. Elle a souligné la baisse de 3,4 milliards de dollars du budget de l'ONU, qui affecte notamment les opérations des Casques bleus et les moyens de l'OMS. Elle a également évoqué les atteintes au droit international, les tensions militaires croissantes et leurs lourdes conséquences environnementales, estimant que cette situation fragilise profondément l'ONU et l'ordre international.

### 12 MAI RENATURER LES SOLS À L'ACADÉMIE DU CLIMAT

Lors d'une journée organisée à l'Académie du Climat, l'Institut de la Transition foncière a présenté son référentiel sur la renaturation des sols, soulignant son rôle essentiel face au changement climatique. L'objectif est de renaturer 12 500 hectares par an, malgré des freins liés aux récentes évolutions législatives et réglementaires. Des exemples concrets de renaturation en milieux urbain et rural ont illustré les bénéfices de ces démarches. Un rapport et un guide ont également été publiés pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de projets nécessitant expertise, concertation et suivi sur le long terme.

### 22 MAI CONFÉRENCE À LA SORBONNE SUR LES ENJEUX DE L'EAU

À l'initiative de Chloé Maurel, membre du conseil scientifique du Mnle, une conférence a mis en lumière les effets du productivisme sur le dérèglement climatique. Les intervenants ont souligné les multiples pressions exercées sur les ressources naturelles (eau, terres rares, océans) et rappelé que l'activité humaine est la principale responsable du réchauffement climatique. "Avec l'Onu, il faut donner des droits à la nature et une personnalité juridique aux fleuves, en considérant l'eau comme un bien commun à préserver".

5 et 6 juin

## Assises de la vie associative

La Seine-Saint-Denis compte 24 000 associations et 200 000 bénévoles. Le Conseil départemental 93 a organisé à Saint-Denis les premières Assises de la vie associative et de l'engagement. Elles ont mis au centre des débats des questions importantes comme celle du financement des associations, de la constitution d'une charte des engagements réciproques (elle avait été signée entre l'Etat, les collectivités et le Mouvement Associatif en 2014 et un peu oubliée), la création d'espaces de coopération entre associations, la mise en avant du rôle des bénévoles. Une table ronde très intéressante a eu lieu le 6 juin autour de l'anniversaire des 125 ans de la loi de 1901 relative au contrat d'association. Elle a réuni aux côtés de S. Troussel, président du CD 93, M. Ogier, avocate et membre de la LDH, JB. Jobard, coordinateur général du Collectif des associations citoyennes et C. Bruneau vice-présidente du HCVA. Ont été abordés : le contrat d'engagement républicain imposé par l'Etat et ses conséquences néfastes sur les libertés associatives, les recours juridiques engagés par le HCVA contre ce contrat, le processus de marchandisation en cours et la nécessité pour les collectivités de repenser les relations avec les associations en revenant à la légitimité de la subvention. La conclusion de M. Ogier est à relever « les associations sont les chiens de garde de la démocratie ».



9 juin

## Balade sur les bords du canal de l'Ourcq

Une quinzaine de participants ont parcouru le canal de l'Ourcq, de Stalingrad à Bobigny, pour découvrir son riche patrimoine historique, industriel et environnemental.

Le guide Daniel a retracé son histoire, depuis les premiers aménagements sous François Ier et Napoléon jusqu'à son rôle dans l'approvisionnement en eau de Paris, la navigation et le développement économique. La balade a permis d'observer plusieurs ouvrages emblématiques comme le mur des Fermiers généraux, rotonde construite par Ledoux, témoins de son intense activité passée. Aujourd'hui, si les fonctions industrielles du canal ont évolué, celui-ci demeure un espace de loisirs et un atout pour la biodiversité et les mobilités durables. Face aux enjeux actuels, notamment le projet du canal Seine-Nord, cette visite souligne la nécessité d'un débat sur l'avenir du réseau fluvial francilien. En attendant, nous vous laissons imaginer une balade sur une autre partie du canal de l'Ourcq, de Bobigny à Silly-la-Poterie dans l'Aisne, un lieu réputé pour ses guingettes.



11 juin

## Réunion à Saint-Denis sur l'eau publique

Le collectif Eau publique de Plaine Commune, la Coordination Eau Île-de-France, le MNLE 93, la LDH de Saint-Denis, le collectif Climat d'Aubervilliers et la CNL, avec la participation de V. Rebière coauteur de *E comme eau* et un élu de Saint-Denis ont organisé une réunion à la Bourse du travail pour discuter le projet membranaire haute performance lancé par le SEDIF-Veolia qui faisait l'objet d'une enquête publique jusqu'au 7 juillet. Cette rencontre avait deux buts : informer sur le projet du SEDIF pour permettre de mieux comprendre les enjeux et accroître les contributions à l'enquête publique, et aborder l'expérience de la régie publique d'Est Ensemble. La question de la tarification progressive, les 10 premiers m3 gratuits, la problématique de l'opacité des factures d'eau des logements sociaux ou des copropriétés ont été abordés. Certains élus de Plaine Commune ont exprimé leur volonté de créer une régie publique de l'eau sur le territoire et donc de sortir du SEDIF : c'est maintenant une bataille politique qu'il va falloir mener avec les élus mais aussi les citoyens.

12 juin

## Toxic Tour à La Courneuve

Dans le cadre des Jeux Isthmiques, la Curie de La Courneuve (liée à la LDH) a proposé, en partenariat avec le MNLE 93 et le collectif de citoyens engagés contre le projet de datacenter du Bourget, un événement culturel et artistique sur le thème des datacenters avec la compagnie de Commedia Dell'Arte La Scala Mobile. Une déambulation militante s'est rendue jusqu'au square Dorothy-Johnson-Vaughan, à côté du data center de la Courneuve, puis ensuite vers le parc Georges-Valbon. Une performance de la compagnie a été réalisée sur place ainsi que des échanges sur la lutte menée contre les projets de datacenters en Seine-Saint-Denis et particulièrement au Bourget où les habitants sont très en colère face aux dangers environnementaux, aux risques d'accidents, mais surtout à l'absence d'information et de concertation depuis 2022.



13 juin

## Drancy et l'alimentation

Face aux enjeux sociaux et environnementaux, le Mnle 93, en partenariat avec le Collectif citoyen drancéen et l'association Terres Urbaines, s'engage pour promouvoir une alimentation saine, accessible à tous et respectueuse de l'environnement. L'objectif est de favoriser les circuits courts, soutenir les producteurs locaux, encourager une cuisine de qualité et lutter contre le gaspillage alimentaire.

En avril, une soirée ciné-soupe autour du documentaire *Leurs Champs du cœur*, le vrai coût de notre alimentation a permis à une quarantaine de participants d'échanger sur les liens entre alimentation, santé, écologie et justice sociale. Fort de ce succès, un second rendez-vous a été organisé le 13 juin à la Ferme du Cœur. Au programme : visite de la ferme, ateliers participatifs sur la qualité des aliments, les lieux d'achat et leur coût, puis une réflexion collective autour de la sécurité sociale de l'alimentation. Cette nouvelle rencontre a confirmé l'intérêt des habitants pour poursuivre ces échanges et construire des solutions locales en faveur d'une alimentation de qualité pour tous.



16 juin

## Réunion publique de SEGRO au Bourget

200 habitants inquiets se sont déplacés pour assister à cette réunion, soutenus par le « Collectif contre le datacenter » et le MNLE 93.

Ils ont applaudi les questions très pertinentes de ceux qui avaient accès au micro. La connaissance pointue des risques que représente ce

datacenter a déstabilisé les représentants de SEGRO qui n'ont donné que des réponses vagues, voire mensongères.

La colère des riverains était perceptible et, malgré une réunion réduite à une heure, ils ont exprimé leurs craintes totalement justifiées. Ils s'opposent, le nouveau maire à leurs côtés, à l'implantation d'un datacenter dans cette zone fortement urbanisée, proche d'établissements recevant des enfants et des personnes âgées, alors que le PLUI précise que dans cette zone « les habitants sont exposés à des concentrations en polluants supérieures aux valeurs limites ».



28 juin

## Fête de la victoire contre Green Dock

À l'occasion de cette fête qui s'est déroulée sur le site Halage- L'ilÔ à l'île-Saint-Denis, plusieurs représentants politiques et associatifs étaient invités à une prise de parole.

Pour le MNLE 93, Nicole a fait l'intervention suivante :  
« Nous pouvons apprécier fortement la lutte menée qui a conduit à l'abandon du projet Green Dock. Pour preuve, sa répercussion sur le public étudiant. Nous avons rencontré deux équipes de grandes écoles. La première était composée d'étudiants de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye qui ont choisi ce sujet avec l'objectif de mener un travail de recherche sur la façon dont se forment les controverses écologiques. Ils se sont basés sur le dossier que nous avons réalisé au cours de l'enquête publique, ils ont rencontré de nombreux acteurs dont certains membres du collectif Stop Green Dock. Leur but final était de réaliser un podcast.  
La deuxième rencontre s'est faite avec des étudiants de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette.

Leur projet de fin d'étude s'intitulait « L'opportunité de la banlieue ». Ils ont choisi le sujet de l'évolution du port de Gennevilliers et du projet Green Dock en cherchant à démontrer, par une enquête de terrain, les mutations du territoire face aux enjeux de la transition écologique. Au-delà des questions environnementales ou de la renaturation des berges de Seine, la question centrale qui les intéressait était celle des alternatives possibles aux projets proposés. Ils s'interrogeaient sur les contradictions entre les intérêts financiers et la nécessité de la sauvegarde du vivant, la conception d'une autre logistique en Île-de-France, comment rendre habitable ce territoire où les grands projets proposés ne répondent pas aux besoins de la population.

Sur tous les conflits, nous avons de nombreux étudiants qui nous interpellent, c'est un moyen de populariser nos combats et de pousser la réflexion sur les réponses qui doivent être apportées pour coconstruire des alternatives aux catastrophes écologiques actuelles. Les échanges que nous avons eus avec eux ont été enrichissants, et leurs préoccupations sont un signal plutôt rassurant pour notre avenir. »







## BREVES DE JUIN



### 10 JUIN PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA PORTE DE LA VILLETTE

L'association SOS 4 Chemins a organisé à la cantine Pas Si Loin de Pantin une soirée autour de ce projet avec la participation du collectif Aux Arbres Citoyen.nes de la Villette.

En présence de citoyens et d'élus d'Aubervilliers et de Paris, S. Henry, chef de projet à Paris & Métropole Aménagement a répondu à toutes les questions posées sur les 9 ha de ce parc expérimental, premier du PLU bioclimatique de la Ville de Paris.

### 12 JUIN ATELIER ORGANISÉE PAR LE TEDDIF« QUEL AVENIR POUR NOS FORÊTS FRANCILIENNES ? »

Quelques chiffres de la forêt francilienne : 287 000 hectares de forêts, soit 24 % du territoire , 30 % de forêts publiques, 81 % de forêts domaniales ,19 % de forêts communales. L'atelier collaboratif animé par Fibois a mis en évidence l'interdépendance des enjeux environnementaux, économiques et de loisirs liés à la forêt. Les interventions de l'Ademe, de l'Onf et de plusieurs partenaires ont présenté des leviers d'action face aux défis du changement climatique, de la surexploitation et du manque de compétences dans la filière bois. Des collectivités ont partagé des initiatives concrètes en faveur de la sensibilisation, de la gestion durable, de l'adaptation des forêts et de la valorisation du bois local. L'EPT Plaine Commune a démontré qu'un territoire sans forêt peut agir grâce à une politique ambitieuse de construction en bois.

### 22 JUIN JOURNÉE DE DÉBAT AUTOUR DE L'EAU

La Coordination Eau Île-de-France a organisé à la Régie publique Eau Seine & Bièvre une journée de débat autour du 2e forum des mouvements de l'eau qui se tiendra à Toulouse les 10 et 11 octobre prochain. Le projet membranaire haute performance et l'osmose inverse basse pression du SEDIF ont été évoqués, tout comme les pollutions, l'agro-industrie et la loi d'urgence agricole, l'hydrologie régénérative. Lors du renouvellement du conseil d'administration de la coordination a été voté un renforcement à travers 3 nouvelles candidatures dont celle de Nicole Picquart pour le MNLE.